

EXPLOITATION DE LA RESTAURATION AU SEIN DU CREPS DE BORDEAUX

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Désignation du contractant
CREPS de BORDEAUX
Représenté par son directeur
Monsieur Gérard BAUDRY

Mardi 20 avril 2021

Le présent CCAP comporte **18** articles et **1** annexe. Il comprend **11** pages numérotées de 1 à 11.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : AMBITIONS ET PRINCIPAUX ATTENDUS DU MARCHE

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE ET DATE D'EFFET

ARTICLE 4 : QUANTITATIFS PREVISIONNELS

ARTICLE 5 : PENALITES

ARTICLE 6 : DETERMINATION DES PRIX

ARTICLE 7 : FACTURATION

ARTICLE 8 : REGLEMENTS

ARTICLE 9 : REVISION ET AJUSTEMENTS DE PRIX

ARTICLE 10 : OBLIGATION DE CONTINUITE DE SERVICE

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 13 - GARANTIE DES PRESTATIONS

ARTICLE 14 - ASSURANCES

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 16 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

ARTICLE 18 – DEROGATIONS

ARTICLE 1 : AMBITIONS ET PRINCIPAUX ATTENDUS DU MARCHE

1.1- Objet du marché.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :
L'EXPLOITATION DE LA RESTAURATION (préparation sur place, distribution, contrôle d'accès, système de comptage) et prestations de restauration complémentaires sur bons de commande pour le compte du CREPS de BORDEAUX situé au 653 cours de la Libération, 33400 Talence.

Cette consultation s'inscrit dans un contexte propice et particulier. Les locaux et les équipements de la restauration sont entièrement neufs. Cette prise de marché se fera concomitamment avec la livraison des nouveaux locaux et équipements du restaurant, prévue début Novembre 2021.

Ce restaurant est composé de :

- 1 salle séminaire,
- 1 salle de restauration et terrasse (160 places assises intérieur et 24 places extérieur),
- 1 salle café.

Son exploitation comportera :

- La fabrication de repas en liaison chaude directe avec fabrication sur place destinés aux personnes fréquentant le CREPS (personnels, stagiaires, sportifs, invités), avec service de petit déjeuner et de dîner destinés principalement à l'internat mais également aux stagiaires,
- La distribution et le service des repas,
- Le contrôle d'accès et système de comptage,
- Le tri des déchets et la chasse au gaspillage,
- L'entretien et le nettoyage des locaux (cuisine et annexes, différentes salles de restauration, terrasse...et tous les locaux mis à disposition),
- La gestion du distributeur automatique de boissons chaudes.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2- Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à une partie forfaitaire pour la partie restauration quotidienne servie au self et à l'émission de bons de commande pour la partie des prestations occasionnelles.

Le marché ne permet aucune variante.

1.4- Développement durable

Conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable dont les modalités sont décrites aux 2.2 du CCTP de la consultation.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE, ENUMEREES CI-APRES PAR ORDRE DECROISSANT DE PRIORITE PAR DEROGATION A L'ARTICLE 4.1 DU CCAG/FCS, SONT :

- L'acte d'engagement, son bordereau des prix unitaires annexé et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CREPS de Bordeaux fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CREPS de Bordeaux fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CREPS de Bordeaux fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, dernière modification le 13 août 2016 ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le Règlement de Consultation, dont l'exemplaire original signé.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE ET DATE D'EFFET

Le marché est conclu pour une durée de **2 ans** avec reconduction expresse d'une fois, sur une durée maximale de 48 mois. Il prend effet à la date de réception du chantier de la nouvelle restauration, prévue en novembre 2021. **Compte tenu des délais de réception, des levées de réserves éventuelles et afin de garantir une bonne réception du chantier, la date précise d'effet fera l'objet d'un ordre de service.**

Si l'une ou l'autre partie n'entend pas reconduire le marché, elle doit en informer l'autre partie par lettre recommandée avec AR, dans le respect d'un préavis de quatre mois avant l'échéance, le délai courant à compter de la date d'envoi de la notification du préavis, le cachet de la poste faisant foi.

La personne publique peut à tout moment dénoncer le marché en cas de non-respect par le titulaire du cahier des charges, moyennant les mêmes règles de préavis.

Période de préparation :

Le titulaire s'engage à mettre en place, en son sein, **10 jours avant la date de démarrage** des prestations la structure, le personnel, le dispositif d'approvisionnement, et d'une manière générale, tous les moyens nécessaires à un démarrage harmonieux du service de restauration.

ARTICLE 4 : QUANTITATIFS PREVISIONNELS

Les quantitatifs prévisionnels de fourniture des repas, petits déjeuners et goûters sont définis dans le point 2.4.5 du CCTP. Cf. également l'annexe 5 du CCTP, marché de restauration, effectifs 2016 à 2020.

Les prestations exceptionnelles sur demande du CREPS ne font pas l'objet de quantitatifs prévisionnels.

ARTICLE 5 : PENALITES

5.1- Pénalités de retard

La fourniture journalière des repas et prestations diverses destinés aux différents clients du service de restauration du CREPS de Bordeaux aura lieu selon les prescriptions prévues au CCTP, exceptées les commandes sur devis. Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

5.2- Autres pénalités

En cas d'infraction à une des obligations contractuelles, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par infraction constatée, conformément aux modalités et aux montants indiqués dans le CCTP (cf. article 2.6.2 du CCTP) en dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS sur les pénalités.

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondante au mois de l'infraction. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable du CREPS.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300,00 € HT pour l'ensemble du marché subséquent, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 : DETERMINATION DES PRIX

6.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont exprimés en euros et en valeur Hors Taxes à la date de remise de l'offre, TVA en vigueur, et Toutes Taxes Comprises. Ils comprennent :

- Toutes les denrées alimentaires ;
- Les frais de personnel de fabrication, de distribution et de nettoyage des locaux ;
- Les frais d'exploitation définis dans le CCTP et tous frais annexes inhérents à l'exécution du marché.

6.2- L'étendue des gammes alimentaires à fournir

Les offres servies au quotidien au sein du restaurant, petit-déjeuner, repas courants midi et soir

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires unitaires pour une prestation complète et pour les différentes catégories définies dans le CCTP et les cadres de décomposition à l'acte d'engagement.

Les offres quotidiennes « au choix », les goûters

Les prestations sont réglées par prix unitaires et par catégorie de denrées ou par prestation

Les offres spécifiques / exceptionnelles : déjeuners de travail, paniers repas, accueil café / petites déjeuners

Prix unitaires sur devis préalablement acceptés par le CREPS de Bordeaux

ARTICLE 7 : FACTURATION

7.1- Facturation

Les factures sont libellées au nom du CREPS de Bordeaux pour l'ensemble des prestations fournies : CREPS de BORDEAUX, Monsieur le Directeur, 653 cours de la Libération – 33405 TALENCE cedex

L'utilisation du portail public de facturation « Chorus Pro » est exclusive de tout autre mode de transmission, article 2192-3 du code de la commande publique. Indiquer n° SIRET --/ 19330159500016 et le code de Service : SFACT.

Les mentions obligatoires des factures sous forme électronique sont précisées à l'article D2192-2 du code de la commande publique.

Le nombre de repas et petits déjeuners effectivement consommés par le CREPS (base système de gestion des passages en ligne) servira de base à la facturation.

La seule exception possible concerne les effectifs des stages accueillis au CREPS et les demandes exceptionnelles. Pour ces prestations, le nombre de repas facturé sera celui indiqué sur le dernier bon de commande émis par le CREPS.

En ce qui concerne les autres prestations, les quantités commandées par le CREPS servent de base à la facturation.

7.2- Périodicité

Pour le 10 de chaque mois au plus tard, le titulaire remet au représentant qualifié du CREPS les états récapitulatifs du mois précédent, avec indication :

- a) Du nombre de repas et petits déjeuners facturés par jour et en cumul
- b) Des prestations servies (goûters, prestations au choix, etc.)
- c) Du nombre éventuel de repas spéciaux par jour et en cumul dans les différentes catégories de convives

ARTICLE 8 : REGLEMENTS

Le CREPS s'engage après vérification de celles-ci, à effectuer le règlement des factures dans les délais et les conditions prévues en matière de comptabilité publique, soit un paiement dans un délai de 30 jours maximum, à partir de la date de réception des factures. Article R2192-10 du code de la commande publique.

Au-delà de ce délai, des intérêts moratoires seront dus, selon les règles des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Les coordonnées du comptable assignataire du CREPS de Bordeaux sont les suivantes :

Monsieur l'Agent Comptable du CREPS de bordeaux
653 cours de la libération
33400 TALENCE

Le titulaire fournira annuellement au CREPS de Bordeaux un état descriptif du coût des repas indiquant expressément la part alimentaire, les dépenses de personnels, les frais d'exploitation (produits lessiviels, serviettes en papier, blanchissage du linge...), les frais d'entretien, de maintenance et de renouvellement des matériels, les frais de gestion, etc.

ARTICLE 9 : OBLIGATION DE CONTINUITE DE SERVICE

Le titulaire a une obligation d'assurer la continuité du service de restauration telle que définie au CCTP, c'est-à-dire assurer le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner, du lundi au dimanche toute l'année à l'exclusion de la période de fermeture du CREPS de Bordeaux et selon les horaires d'ouverture fixés au CCTP.

A ce titre, il est précisé qu'en aucun cas les différends qui pourraient survenir entre le CREPS de Bordeaux et le titulaire à l'occasion de l'exécution du marché ne sauraient être invoqués par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de défaillance de la part du titulaire, le CREPS de Bordeaux peut assurer le service, aux frais et risques du titulaire, par tous moyens qu'il jugera utiles et notamment en faisant appel à une autre entreprise. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de situation exceptionnelle, le titulaire proposera au CREPS une solution adaptée aux exigences de continuité du service.

Le CREPS de Bordeaux s'engage à informer le titulaire le plus tôt et le plus précisément possible des dates de fermeture ou des dates susceptibles de voir son effectif diminuer (fériés, ponts...).

En cas de pandémie ou autre événement exceptionnel non prévisible, le titulaire se rapprochera du CREPS de Bordeaux pour imaginer et mettre en place, d'un commun accord, après validation du process et des impacts associés, les prestations convenues. En dernier lieu, sera envisagé le cas de la fermeture complète du restaurant.

ARTICLE 10 : REVISION ET AJUSTEMENTS DE PRIX

Les prix sont fermes et non révisables pour la première année d'exécution du marché, à compter de l'entrée en vigueur de celui-ci, date d'effet stipulée sur l'ordre de service. Les prix figurant au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement sont unitaires. Ils sont fermes sur la durée du marché et révisables en cas de reconduction du marché, selon les modalités précisées aux paragraphes « Révision » et « Ajustement » ci-dessous.

Révision

En cas de reconduction du marché, les prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement sont révisés à la date anniversaire de l'année de reconduction suivant la formule :

$$PU = PUo [0,15 + 0,85 (\frac{I}{Io})]$$

Dans laquelle :

- PU = prix révisé du repas HT ;
- PUo = prix initial du repas HT porté à l'annexe financière de l'acte d'engagement ;
- Io = valeur de l'indice des prix à la consommation 1763856 - Base 2015 – « Ensemble des ménages - France - Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés » connue pour février 2021
- I = valeur de l'indice 1763856 du mois de février de l'année d'actualisation connue

Les indices sont consultables à l'aide du lien suivant :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763856>

Les prix ainsi révisés s'appliquent aux prestations exécutées à compter de la date anniversaire de l'année de révision.

Le titulaire notifie au CREPS de Bordeaux, par courrier recommandé avec accusé réception au plus tard 2 mois avant la date d'application, ses prix révisés en joignant un état de révision. Un modèle d'état à compléter par le titulaire est joint en annexe 1 du présent CCAP.

Ajustement

Les prix unitaires pourront éventuellement être ajustés en cours d'exécution, et ce en cas d'événements exceptionnels susceptibles de pouvoir remettre en cause l'équilibre économique général du marché (modifications importantes et imprévues des conditions économiques).

Dans ce cas une négociation aura lieu entre les 2 parties afin de déterminer les incidences sur les prix unitaires du marché. Les bases de calcul, les ajustements proposés ainsi que la date d'application des nouveaux prix feront l'objet d'un avenant au présent marché.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 - Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

11.2 - Suivi et contrôle de la prestation

En application de l'article 3.4 du CCAG-FCS, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché.

Des réunions régulières seront tenues avec les différents intervenants, conformément aux dispositions de l'article 2.6.1 A et B du CCTP. Le titulaire est tenu d'assurer au CREPS un compte rendu d'activité structuré selon les conditions fixées à l'article 2.6.1 C du CCTP.

Si le responsable de l'exécution du marché n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le CREPS et lui désigner un remplaçant dans un délai de 7 jours. Le remplaçant est considéré comme accepté si le CREPS ne le récuse pas dans un délai de 15 jours.

A défaut de désignation ou s'il est récuse, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/FCS.

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 - GARANTIE DES PRESTATIONS

Aucune garantie n'est prévue.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le marché comporte une obligation de résultat.

15.1 - Responsabilité de l'exécution de la prestation

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive. A cet effet, le titulaire assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

En cas de non-respect de ces obligations, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Dans la mesure du possible, le titulaire maintiendra affecté aux prestations le même personnel pour la durée du marché.

15.2 - Responsabilité en cas de dommages de toute nature

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement aux personnels du CREPS de Bordeaux ou à des tiers, aux biens appartenant au CREPS de Bordeaux ou à des tiers.

15.3 - Discipline (interdictions générales)

Il est interdit aux agents du titulaire :

- d'amener sur le lieu de travail, des animaux, des enfants ou des personnes étrangères à l'entreprise,
- d'utiliser les moyens du CREPS à des fins personnelles,
- de provoquer du désordre d'une façon quelconque,
- d'avoir un comportement déplacé ne tenant pas compte de l'âge des usagers des CREPS,
- de manquer de respect aux occupants des lieux et aux visiteurs.

Le titulaire est responsable de la discipline et du respect, par ses employés, des consignes et des prescriptions du présent marché.

15.4- Obligations relatives au personnel

15.4.1 Respect des normes générales

Le titulaire du marché est chargé d'organiser le travail de ses agents dans le respect des textes législatifs, réglementaires et des règles de la profession (conventions collectives, accords salariaux...).

Le personnel chargé de l'exécution des prestations prévues aux termes du présent marché doit avoir été engagé conformément à la législation et à la réglementation en vigueur sur le territoire métropolitain français. A cette fin, le titulaire s'engage notamment à fournir la copie des titres de résidence sur le territoire français et les autorisations de travail du personnel étranger chargé de l'exécution des prestations.

Seuls seront admis sur le site du CREPS les employés du titulaire dont la liste aura été agréée par le CREPS après production préalable par le titulaire des renseignements susmentionnés.

15.4.2 Comportement

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des personnels des lieux dans lesquels il sera amené à se déplacer dans le cadre de son activité.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné ; dans le cadre de l'activité de son équipe sur le site il est le premier interlocuteur du CREPS.

Toute réclamation du CREPS concernant la présentation ou le comportement d'un agent sera formulée au titulaire du marché, par écrit en précisant les faits reprochés.

Si ceux-ci consistent en un comportement déplacé ou une inexécution des tâches confiées dans le cadre du présent marché, le CREPS peut, selon son choix :

- Mettre en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, ou par courriel avec preuve de réception, le titulaire de remédier à ces manquements. Le titulaire disposera d'un délai de 48 heures à compter de la réception de ce courrier pour se conformer aux dispositions du présent marché,
- Exiger l'exclusion immédiate de l'agent concerné. Le prestataire s'engage alors à remplacer l'agent dans un délai de 48 heures suivant la réception du courrier du CREPS,
- Résilier le marché, pour faute du titulaire.

15.4.3 Dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire. Règle de continuité de service public

Le titulaire s'engage, pendant la période déterminée au marché, à assurer régulièrement la continuité du service public (cf. Article 9 du présent CCAP). En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société et pour toute défaillance entraînant l'impossibilité pour le titulaire d'organiser un service garantissant l'exécution des prestations, le CREPS pourvoira au manquement, aux frais et risques du titulaire, par tous moyens qu'il jugera utiles et notamment en faisant appel à une autre entreprise.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes

Etat civil, identité, données d'identification.

Données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes

Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale...)

Les **catégories de personnes** concernées sont :

Agents du CREPS, Sportifs et Stagiaires de la formation professionnelle

16.1 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- tenir par écrit, un registre de toutes les catégories de traitements effectuées pour son compte ;
- mettre à la disposition toute information et toute documentation de la conformité à la réglementation pour permettre notamment la réalisation d'audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

16.2 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité, la disponibilité des données personnelles et plus globalement de garantir le respect du présent contrat ainsi que de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

16.3 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

16.4 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

16.5 Sous-traitance ultérieure

Le titulaire s'engage à respecter les termes suivants :

- Dans l'hypothèse d'une sous-traitance déclarée lors de la candidature

Le titulaire doit :

- s'assurer de la conformité du sous-traitant à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel ;
- détailler les prestations sous-traitées liées au traitement.

En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le prestataire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement.

- Dans l'hypothèse d'une sous-traitance au cours de l'exécution du présent contrat

Le titulaire doit :

- Informer préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ;
- Indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

16.6 Notification en cas de faille de sécurité et de violations de données à caractère personnel

Après en avoir pris connaissance, le titulaire devra, sous 24 heures, informer le CREPS par écrit en cas d'intrusion ou toutes autres violations susceptibles de porter atteinte aux données à caractère personnel.

Cette communication devra être documentée afin de permettre au CREPS, le cas échéant, de notifier cette violation à la CNIL et aux personnes concernées.

16.7 Information et exercice des droits des personnes concernées

En cas de réception par le CREPS des demandes de personnes concernées par le traitement, il pourra se retourner vers le titulaire afin d'obtenir les éléments nécessaires dans le cadre de l'exercice par les personnes concernées de leurs droits (droit d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement etc...).

En cas de réception par le titulaire de demandes des personnes concernées par le traitement, celui-ci devra les adresser par courrier électronique à dpd@creps-bordeaux.fr.

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties peuvent avoir recours à une expertise dont les frais sont à la charge de la partie demanderesse.

A cet effet, la plus diligente des deux parties saisit l'autre par écrit de l'objet de la difficulté en lui proposant un nom d'expert. L'autre partie doit, dans un délai de 15 jours, faire connaître si elle accepte ou non cet expert et, en cas de refus, fait une contre-proposition à laquelle doit être donnée réponse dans les 15 jours de sa notification.

Cet échange de correspondance se fait par lettre recommandée avec avis de réception. L'expert ainsi choisi a tous pouvoirs pour se faire remettre toutes les indications de quelque nature qu'elles soient et pour solliciter des parties les explications qu'il juge nécessaires. Sa mission consiste à établir et à notifier aux parties, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai d'un mois à compter de sa désignation, un rapport analysant l'origine et la nature de la difficulté survenue et proposant une solution objective et complète en droit et en équité.

Si la solution proposée par l'expert est acceptée, elle doit être notifiée à la partie adverse par lettre recommandée avec avis de réception, dans les 15 jours qui suivent l'expédition dudit résultat de l'expertise.

En cas de désaccord à l'issue de la première tentative de conciliation, seul le Tribunal Administratif de BORDEAUX sera compétent.

La désignation d'un expert pourra être demandé à ce dernier en cas d'impossibilité de désigner un expert selon les modalités précédemment décrites.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG/FCS :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/FCS
2	Pièces constitutives du marché	Restriction sur le contenu de l'offre du titulaire contractualisé	4.1
5.2	Pénalités	Formules de calcul des pénalités de retard	14.1

Annexe 1. Modèle d'état de révision des prix unitaires

Marché n° passé avec

Révision date anniversaire le(indiquer l'année)

Le prix révisé PU est tel que :

$$PU = k \times PU_0$$

Le coefficient k est calculé à partir de la formule :

$$k = [0,15 + 0,85(I/I_0)]$$

dans laquelle :

I_0 = valeur de l'indice des prix à la consommation 1763856 - Base 2015 – « Ensemble des ménages - France
- Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés » connue pour février 2021

I = valeur de l'indice 1763856 du mois de février de l'année d'actualisation connue

$k =$

Les prix révisés résultent de l'application du coefficient k aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires de l'acte d'engagement.